

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier/11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Gatineau
Ontario
K1A 0S5

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Property Management Project Division/Division du
projet de gestion immobilière
Sir Charles Tupper Building 4th Fl
Édifce Sir Charles Tupper 4e étag
A-425-F
2720 Riverside Drive/
2720, promenade Riverside
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet AFD SERVICES - RP-2 / CAMPUSES	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP008-122111/B	Amendment No. - N° modif. 017
Client Reference No. - N° de référence du client 20122111	Date 2012-11-09
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$GC-003-61226	
File No. - N° de dossier gc003.EP008-122111	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-11-20	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input checked="" type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rice, Tony G.	Buyer Id - Id de l'acheteur gc003
Telephone No. - N° de téléphone (613) 736-2870 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette modification vise à répondre aux questions posées par l'industrie. Les questions semblables provenant de diverses organisations ont été regroupées afin de simplifier les réponses. Les soumissionnaires peuvent proposer toutes questions de suivi ou formuler des demandes conformément à l'article 2.1.1. de la DP.

Annexe B

2.3.3 Gestion de l'énergie

Q71. 2.3.3.8 – Pourriez-vous indiquer les capacités actuelles du système de contrôle automatique de bâtiments et du système de gestion de l'énergie de chaque complexe en ce qui a trait au contrôle de la consommation énergétique?

R71.

<u>Immeuble</u>	<u>Date de la plus récente vérification de la consommation d'énergie</u>	<u>Portée de la vérification</u>
Immeuble Graham-Spry	Mars 2008 Janvier 2011	Mise au point rétroactive Vérification détaillée
Enceinte Butler	S/O	S/O
Immeuble Brooke-Claxton	Septembre 2006 Mars 2009	Mise au point rétroactive Vérification détaillée
Immeuble de Statistique Canada	Mars 2008 Janvier 2010	Mise au point rétroactive Vérification détaillée
Édifice R.H.-Coats	Mars 2010	Vérification détaillée
Immeuble Jean-Talon	Avril 2009 Mars 2010	Mise au point rétroactive Vérification détaillée
Immeuble General Records	Février 2008	Vérification détaillée
Laboratoire Standard	Novembre 2010	Vérification détaillée
Immeuble Personnel Records	En cours	Vérification détaillée
Immeuble des Finances	Septembre 2006 En cours	Vérification détaillée Mise au point rétroactive
Annexe de l'immeuble des Finances	Février 2009 En cours	Mise au point rétroactive Vérification détaillée
Immeuble Jeanne-Mance	Mars 2008	Mise au point rétroactive

Octobre 2011

Vérification détaillée

En ce qui concerne le complexe Carling, ni TPSGC ni le fournisseur de services titulaire n'y ont fait de vérifications de la consommation d'énergie. Or, de 1999 à 2001, l'ancien propriétaire (Nortel) a effectué des vérifications de la consommation d'énergie dans l'immeuble Pavillon/Admin. et les immeubles n^{os} 1, 2, 3, 4 et 5. On ne connaît pas la portée de ces vérifications. En revanche, on sait que les travaux effectués sur la recommandation des vérificateurs comprenaient notamment l'amélioration de l'éclairage, l'optimisation et le remplacement de refroidisseurs, ainsi que la modernisation des systèmes de commande et des dispositifs d'humidification.

Q72. La trousse d'information du soumissionnaire - Pour toutes les données indiquées dans les pages 497 à 501, y a-t-il d'autres demandes auxquelles l'entretien doit répondre qui ne figurent pas dans ces pages, comme les réponses en cas d'alerte, et qui, étant donné qu'elles ne passent pas forcément par le centre d'appels, ne sont donc pas incluses dans les profils de demandes de service? Si tel est le cas, quel est le nombre approximatif de ces demandes par année pour chaque site, par catégorie d'alerte ou par type de demande?

R72. En ce qui concerne les immeubles du pré Tunney, il y a d'autres appels de service que le Centre national d'appels de service (CNAS) ne traite pas. Cela étant dit, leur nombre est considéré négligeable; en effet, ces appels ne représentent que 0,5 % de tous les appels de service faits au pré Tunney en 2011-2012.

Pour ce qui est du complexe Carling, les appels de service ne sont pas acheminés actuellement au CNAS, mais plutôt au centre d'appels du fournisseur de services titulaire, comme l'indiquent les données qui figurent dans le tableau à la page 497. À compter de la date du début des opérations du contrat, tous les appels de service concernant le complexe Carling devront passer par le CNAS.

Q73. Quels sont les projets pour les locaux inoccupés du Complexe Carling?

R73. Selon ce qui est prévu, les locaux du complexe Carling seront occupés totalement d'ici 2019. On y parviendra grâce au regroupement d'une part importante des activités du ministère de la Défense nationale, et ce, tout en permettant au gouvernement fédéral d'optimiser les ressources qu'il consacre à ses actifs immobiliers.

Q74. Nous partons du principe que TPSGC fournira un inventaire de base des renseignements en matière d'environnement sur lequel le soumissionnaire pourra s'appuyer pour estimer le volume de transactions. Cette hypothèse est-elle correcte? Si oui, pourriez-vous indiquer les volumes annuels et mensuels attendus?

R74. Divers renseignements en matière d'environnement seront fournis au moment du lancement du contrat. Il s'agira notamment de vérifications des eaux usées, du répertoire des réservoirs de stockage souterrains et d'évaluations de la qualité de l'air. Le tout pourra servir d'inventaire de base.

Les volumes de travail historiques concernant chaque installation figurent dans la trousse d'information à l'intention des soumissionnaires. De plus, la demande de propositions comprend des données volumétriques qui font état des volumes de travail estimatifs attendus dans le cadre de cet appel d'offres. Les soumissionnaires peuvent se fonder sur ces renseignements et leur

propre expérience de la gestion de biens immobiliers pour estimer le volume de travail en matière d'environnement.

- Q75. En ce qui concerne l'article 2.3.14.14, Services de gestion des installations [au complexe Carling] qui figure dans l'énoncé des travaux, pourriez-vous fournir des données volumétriques pour les services relatifs au centre de conférence (nombre de réunions par mois, nombre d'aménagements de salles, événements avec traiteur, etc.)?
- R75. À l'heure actuelle, une vingtaine de réunions de tiers locataires sont tenues en moyenne, chaque année. De plus, le fournisseur de services titulaire confie l'exploitation de l'auditorium situé dans l'immeuble Pavillon/Admin. à un technicien sous-traitant, à raison d'un jour par mois en moyenne. Enfin, il n'y a aucun usage de services de traiteur ou d'aménagement de salle.
- Q76. La demande de propositions stipule que "La garantie contractuelle doit être de 5 000 000 \$ et couvrir toute la période du contrat, y compris toute prolongation." À la suite de notre examen avec une des sociétés de cautionnement énumérée par TPSGC, nous avons été informés que les cautionnements d'exécution ne sont pas disponibles sur le marché sous une seule émission pour des périodes de temps prolongées. Elles doivent être renouvelées à la discrétion de la société de cautionnement sur une base périodique - typiquement un maximum de 3 ans.
- R76. À Article 7.12 Garantie contractuelle

Supprimer :

L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante une garantie contractuelle dans les 30 jours civils qui suivent la date d'attribution du contrat. La garantie contractuelle doit être de 5 000 000 \$ et couvrir toute la période du contrat, y compris toute prolongation. La garantie contractuelle doit prendre la forme suivante:

Remplacer par :

L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante une garantie contractuelle dans les 30 jours civils qui suivent la date de l'avis de l'attribution du contrat ou de l'extension du contrat. La garantie contractuelle doit être d'une somme de 5 000 000 \$ pour la période initiale du contrat. Si le contrat soit prolongé, l'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante une garantie du contrat pour la période de prolongation à l'intérieur des 30 jours calendaires après la date de prolongation de contrat. La garantie contractuelle doit être d'un montant de 5 000 000 \$ pour toute extension. La garantie contractuelle doit prendre la forme suivante :